



AIRBUS casse l'emploi et met en danger toute la filière aéronautique

10 ans de carnet de commande, 7600 avions à construire, un plan de soutien à la filière de 15 milliards et pourtant AIRBUS veut dégager plus de 17 000 salariés (15 000 dans l'aviation commerciale et 2600 dans la défense et l'espace) !

Déjà des centaines d'intérimaires au niveau d'Airbus et des milliers de salariés au niveau de la filière ont perdu leur emploi. C'est un très mauvais signal envoyé par Airbus qui va déclencher par effet domino restructurations et licenciements dans toute la filière.

Derrière chaque emploi, il y a un savoir-faire. **La casse des emplois est une catastrophe sociale mais aussi industrielle.** Certes il y a une baisse d'activité pendant une période dont personne ne peut prédire la durée, mais celle-ci devrait être compensée par du chômage partiel longue durée rémunéré à 100% ou du partage du temps de travail sans perte de salaire pour maintenir l'emploi. C'est ce qui permettrait de maintenir les capacités de la filière pour faire face lors de la reprise d'activité sans accentuer la pression sur les salariés ou à repartir dans une politique de délocalisation inacceptable. Et que dire des risques pris sur la qualité des produits si des savoir-faire sont perdus.

La CGT propose que les départs de salariés en retraite anticipée soient tous compensés par des embauches. Ainsi Airbus contribuerait à répondre aux attentes des jeunes de tous niveaux de qualification et profiterait de la période de baisse de charge pour les former.

Le plan de soutien à la filière consacre plus de 10 milliards aux compagnies aériennes pour limiter les retards dans les livraisons. Mais avant de mesurer les impacts positifs, Airbus profite de la situation pour massacrer l'emploi dans sa volonté de rassurer le « marché » des spéculateurs boursiers. Voilà ce qui arrive quand **le gouvernement refuse de mettre des contreparties aux aides publiques.**

Une partie du plan de soutien est consacrée à l'innovation pour réduire l'impact de l'aviation sur l'environnement. Là encore, pas de contreparties demandées par le gouvernement. On peut légitimement craindre que cet argent permette aux donneurs d'ordre comme Airbus d'économiser sur les investissements autofinancés dans la recherche et le développement. Pourtant, il est de la responsabilité d'Airbus, notamment, de prendre sa part dans une aviation bas carbone.

Pendant deux décennies, **Airbus a engrangé des bénéfices considérables** mais essentiellement dilapidés dans la rétribution des actionnaires par le biais des dividendes et des opérations de rachat / destruction d'actions.

Les salariés ont déjà payé un lourd tribut à la crise sanitaire (congés forcés, rattrapage d'heures, activité partielle...). Mais là encore, les accords signés l'ont été sans contraintes notamment pour protéger l'emploi.

Airbus est en train de transformer une crise conjoncturelle en crise structurelle. Il faut empêcher le massacre de cette filière en commençant par **interdire les licenciements et les externalisations d'activités ou de cessions de sites.**

La CGT est favorable à une riposte à ces annonces dans l'unité de tous les syndicats présents dans Airbus.

La CGT demande au gouvernement (l'Etat est actionnaire et est pourvoyeur de fonds pour la filière) d'agir au plus vite pour stopper ces décisions qui auraient des impacts sociaux, industriels et économiques catastrophiques.

Pour refuser la casse d'un pan industriel stratégique pour la France et pour l'Europe, **la CGT appelle les salariés d'Airbus et de toute la filière à se mobiliser en se rapprochant des organisations CGT au sein de leur entreprise ou de leur territoire.**